Sanctionnés, surveillés : quel avenir pour les médias burundais ?

Deutsche Welle, 29.01.2021 Le prÃ©sident burundais Evariste Ndayishimiye a proposÃ© de renouer avec le dialogue. Les patrons de mÃ©dias sont sceptiques. Le prÃ©sident burundais Evariste Ndayishimiye a demandÃ© ce jeudi (28.01.2020) au Conseil national de la communication, organe de rÃ©gulation des mÃ©dias, de s'assoir avec les responsables des mÃ©dias sanctionnÃ©s ou suspendus dans le pays.

L'ambition affichÃ© est que ces mÃ©dias reprennent leurs programmes.Â Les patrons des entreprises concernÃ©es, en exil depuis 2015, sont encore sceptiques quant Ã cette initiative. La question ne doit pas rester Ã©ternellement bloquÃ©e, a affirmÃ© Evariste Ndayishimiye : "Quelqu'un est fautif. Soit câ€™est le leader soit câ€™est le journaliste. Alors que le gouvernement Ã©tait chargÃ© de trancher, comment deviendrait-il une partie au conflitÂ ? MÃªme les conflits que nous avons connus par le passÃ© doivent Ãªtre rÃ©solus. Il y a des mÃ©dias qui sont suspendus. Que le Conseil national de la communication sâ€™assoie avec ces derniers pour trouver une solution pour en finir une fois pour toutes. Les Burundais, nous nous sommes entretuÃ©s, devons-nous nous tuer encore ?" Surveillance En exil depuis la crise de 2015, Bob Rugurika salue les dÃ©clarations du prÃ©sident burundais. Sâ€™exprimant sur les ondes de sa radio et sur les rÃ©seaux socia le directeur de la Radio publique africaine estime toutefois que les propos du prÃ©sident sont source de questionnement quant Ã leur mise en application :Â "Les propos du prÃ©sident Ndayishimiye nous emmÃ¨nent Ã nous poser beaucoup de questions. Comment le CNC va-t-il sâ€™asseoir avec les responsables des mÃ©dias suspendus ou sous sanctions par le gouvernement du CNDD-FDD alors que presque tous les responsables de ces mÃ©dias sont actuellement sous la surveillance des ImbonerakureÂ ? Comment est-ce que ce dialogue est possible ?" LibertÃ© d'expression De son cÃ´tÃ©, Innocent Muhozi, directeur gÃ©nÃ©ral de la radio tÃ©lÃ© Renaissance, un des mÃ©dias vandalisÃ©s en 2015 et exilÃ© depuis Rwanda, a assurÃ© Ãªtre prÃªt au dialogue si celui-ci peut aboutir Ã davantage de libertÃ© de la presse, dâ€™expression, et dâ€™association. Innocent Muhozi espÃ¨re par ailleurs la libÃ©ration des prisonniers victimes des manifestations de 2015, ainsi que la fin des meurtres et des disparitions forcÃ©es : "Nous considÃ©rons que câ€™est un pas dans la bonne direction. Nous avons rÃ©clamÃ© le dialogue, nous sommes prÃªts Ã aller au dialogue qui doit lever les grands obstacles au rÃ©tablissement de la libertÃ© de la presse au Burundi. Dâ€™abord concernant les mandats dâ€™arrÃªt Ã©mis contre certains responsables de mÃ©dias et de journalistes, mais aussi les questions de sÃ©curitÃ© pour ces journalistes en exil. Si on ouvre ce nâ€™est pas pour travailler sous une pression tyrannique comme celle que subissent les mÃ©dias au Burundi." 24 heures aprÃ¨s lâ€™ordre du chef dâ€™Etat burundais, le prÃ©sident du Conseil national de la communication a lancÃ© ce vendredi un invitation aux responsables des mÃ©dias concernÃ©s pour une rencontre prÃ©vue ce lundi 1er fÃ©vrier.